

En finir avec les complexes vis-à-vis de l'Algérie !

écrit par Pierre Duriot | 15 août 2024



55 ANS APRÈS LE DÉBUT DE LA GUERRE D'ALGÉRIE



L'annonce de Paris d'appuyer le plan d'autonomie marocain sur le territoire disputé d'Afrique du Nord, le Sahara Occidental, fait que l'Algérie prend des sanctions contre la France, aurait déjà suspendu la reprise de ses délinquants nationaux sur le sol français et ils sont très nombreux. L'Algérie exprime ainsi sa condamnation et sa réprobation à l'égard de la France qui a l'air de se tourner plus franchement vers le Maroc. On ne voit pas en quoi le Maroc serait beaucoup plus fréquentable, lui qui incarcère ses opposants politiques et quand il les libère, c'est bien souvent pour les envoyer en France où ils trouvent refuge.

Avec ces pays du Maghreb, la relation est toujours déséquilibrée et ils peuvent exporter n'importe qui vers la France qui a l'obligation de les garder, alors mêmes que les pays d'origine se dégagent souvent de l'obligation de les

reprendre, s'abritant derrière des certificats consulaires et des barrières administratives sans fin.

Ce Sahara occidental est certes une pomme de discorde, mais la France n'est plus une puissance coloniale et on se demande en quoi et pourquoi elle se mêlerait de cette affaire compliquée, au point que les deux pays concernés envisagent maintenant de se faire la guerre. L'Algérie prend des mesures contre la France et la France ne fait pas grand chose, tétanisée sans doute par sa culpabilité d'ancienne puissance coloniale. On peut rappeler ici quelques faits historiques, la France n'a pas colonisé l'Algérie, mais l'a créée, lui a donné une ossature administrative et une structure matérielle, sous forme d'infrastructures et de services sur l'ensemble du pays, sanitaires et scolaires notamment. Elle a débarqué là-bas, pour mettre fin aux siècles de razzias aux esclaves par les barbares musulmans au départ des ports d'Alger et de Tripoli. Et non, les Algériens n'ont pas défendu la France pendant la seconde guerre mondiale, les faits d'armes des soldats issus des territoires nord-africains étant parfaitement marginaux dans la masse des opérations. Ils n'ont pas non plus reconstruit la France, comme on se plaît à le dire dans les cités. Ils sont arrivés à partir de 1962 et plus massivement dans les années 70, la France était reconstruite. La période de reconstruction ayant pris fin, selon les historiens, entre 1955 et 1960.

Bien sûr l'Algérie est un partenaire économique de la France, mais elle n'est pas dans les dix premiers et de loin et la France est perdante dans l'affaire, important plus qu'elle n'exporte, des produits qu'elle peut trouver ailleurs, y compris le gaz algérien, qui peut être acheté aux Russes et dans pas mal d'autres pays. mais la France paye tous azimuts surtout, selon un discours récurrent de culpabilité savamment entretenu par les régimes algériens, que l'on peut qualifier de dictatoriaux et souvent

ouvertement haineux à l'égard de la France. La France verse une aide au développement, soigne les ressortissants algériens, paye des retraites à d'anciens immigrés morts depuis longtemps, entretient plus de 40% d'Algériens présents sur son sol et qui ne travaillent pas, permet, selon des accords de 1968, aux Algériens de bénéficier d'un régime de faveur pour travailler en France. Est également est une source de revenus pour l'Algérie, via les sommes gagnées en France et envoyées au pays par la diaspora algérienne qui travaille. Autant dire que la France aurait aussi largement des moyens de pression, mais qu'elle se laisse faire et qu'elle se laisse parler, diplomatiquement sur un ton qu'elle ne devrait pas accepter.

Il serait peut-être temps de déchirer les accords de 1968, de cesser de culpabiliser d'avoir construit ce pays, de répondre d'égal à égal aux venins diplomatiques et de normaliser nos relations avec ces pays du Maghreb, pour en faire des relations ordinaires, comparables à celles que nous avons avec les autres pays. Il n'est pas sûr, qu'en se cherchant d'autres partenaires, plus sains, qui n'utilisent pas la bombe migratoire comme arme de chantage, la France perdrait au change et ce serait plutôt à elle de prendre des sanctions plutôt que de les subir. La fin des soins médicaux gratuits, la fin du droit du sol, le plafonnement des allocations familiales à trois ou quatre enfants, la fin des aides sociales pour les étrangers, la fin de la reconnaissance implicite de ces « mères isolées » qui sont en fait des épouses de polygames, devraient faire partie des mesures de base et de bon sens à prendre et cela en plus, nous ferait faire de très substantielles économies.

Un connaisseur résume : nous avons des moyens de pression colossaux pour expulser les étrangers : arrêter l'aide au développement. Bloquer les virements des étrangers présents sur notre sol vers leur famille par la Western Union. Arrêter les visas touristiques. Saisir les biens en France

des chefs d'États qui ne veulent pas reprendre leurs ressortissants. Il faut cesser cette complaisance et cette soumission, nous pouvons parfaitement reprendre la main. L'arrêt de cette source d'immigration musulmane massive c'est plusieurs dizaines de milliards d'euros d'économies et le retour à l'ambiance d'une France d'avant 1962 en matière de délinquance.

<https://rassemblementdupeuplefrançais.com.wordpress.com>

https://t.me/R_P_France

Pierre Duriot : porte parole du Rassemblement du Peuple Français.